

JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

GEORGES DIMITROV

L'INCENDIE DU REICHSTAG



**DOCUMENT THEORIQUE
CLASSIQUE DE L'ANTIFASCISME**

Discours final devant le tribunal

Décembre 1933.

Dimitrov. — En vertu du paragraphe 258 du code de procédure criminelle, j'ai le droit de parler comme défenseur et comme accusé.

Le président. — Vous avez le droit de parler le dernier. Cela vous est accordé maintenant.

Dimitrov. — En vertu de ce code, j'ai le droit de discuter avec le ministère public et, ensuite, de faire une dernière déclaration.

Messieurs les juges, messieurs les accusateurs, messieurs les défenseurs, déjà, au début du procès, il y a trois mois de cela, j'ai adressé, en tant que prévenu, une lettre au président du tribunal. J'y exprimais mon regret de ce que mes interventions aient abouti à des conflits avec les juges. Mais je protestais résolument contre l'interprétation de ma conduite comme un abus prémédité de mon droit de poser des questions et de faire des déclarations aux fins de propagande. On conçoit qu'étant accusé bien qu'innocent, je cherche à me défendre contre de fausses accusations par tous les moyens dont je dispose.

Je reconnais, *écrivais-je*, que certaines questions n'ont pas été posées par moi de façon aussi juste du point de vue de l'opportunité et de la formulation que je l'aurais voulu. Mais cela ne s'explique que par mon ignorance du droit allemand. En outre, je suis pour la première fois de ma vie impliqué dans un pareil procès judiciaire. Si j'avais eu un défenseur de mon choix, j'aurais certainement pu éviter des incidents aussi fâcheux pour ma propre défense. J'avais nommé plusieurs avocats, Detchev, Moro- Giafferi, Campinchi, Torrès, Grigorov, Léo Gallagher (Amérique) et le docteur Lehmann (de Sarrebruck). Mais le tribunal d'Empire a repoussé sous divers prétextes, toutes mes propositions, les unes après les autres. Ce n'est pas que je nourrisse une méfiance personnelle à l'égard de M. le docteur Teichert, ni comme homme, ni comme avocat. Mais, dans l'état actuel des choses en Allemagne, je ne puis nourrir la confiance nécessaire envers Teichert dans son rôle de défenseur officiel. C'est pourquoi je m'efforce de me défendre moi-même, et il est évident qu'il m'arrive de commettre des irrégularités au point de vue juridique.

Dans l'intérêt de ma défense devant le tribunal, et aussi, comme je le crois, dans celui de la marche normale du procès, je m'adresse encore une fois — la dernière — à la Cour suprême, pour lui demander d'autoriser l'avocat Marcel Willard, à qui ma sœur a donné aujourd'hui pleins pouvoirs, à prendre part à ma défense. Si cette dernière proposition devait être, elle aussi, repoussée, il ne me resterait qu'à me défendre moi-même du mieux que je pourrai.

Cette proposition ayant été rejetée, j'ai décidé d'assumer moi-même ma défense. N'ayant besoin ni du miel, ni du venin de l'éloquence du défenseur qui m'a été imposé, je me suis défendu seul au long de ces débats.

Il est tout à fait clair que je ne me sens lié en aucune façon par la plaidoirie du docteur Teichert. Ce qui compte seul pour ma défense, c'est ce que j'ai déclaré jusqu'ici moi-même devant le tribunal, et ce que je vais déclarer tout de suite. Je ne voudrais pas offenser mon camarade de parti, Torgler — à mon avis, son défenseur l'a déjà bien assez malmené — mais je dois le dire explicitement : je préfère être condamné à mort, innocent, par le tribunal allemand qu'obtenir mon acquittement par une défense comme celle du docteur Sack au profit de Torgler.

Le président (*interrompant Dimitrov*). — Il ne vous appartient pas de faire des critiques de cette nature.

Dimitrov. — J'admets que je parle un langage rude et vif, mais ma lutte et ma vie l'ont été également.

Cependant, mon langage est sincère et franc. Je cherche à appeler les choses par leur nom. Je ne suis pas un avocat qui a l'obligation de défendre ici son client.

Je me défends moi-même comme un communiste accusé. Je

défends mon honneur politique, mon honneur de révolutionnaire.
Je défends mes idées, mes convictions communistes. Je défends le sens et le contenu de ma vie.

Aussi bien chaque parole prononcée par moi devant le tribunal, c'est, pour ainsi dire, *le sang de mon sang et la chair de ma chair*. Chaque parole est l'expression de ma plus profonde indignation contre l'accusation injuste, contre le fait qu'un pareil crime anticomuniste soit attribué aux communistes.

On m'a souvent reproché de ne pas prendre au sérieux la Cour suprême allemande. C'est absolument injustifié.

Il est vrai que *pour moi, communiste, la loi suprême est le programme de l'Internationale communiste, la Cour suprême la Commission de contrôle de l'Internationale communiste*.

Mais pour moi, comme accusé, le tribunal suprême est une instance qu'il convient de considérer avec le maximum de sérieux, non seulement parce qu'il est composé de juges d'une haute qualification juridique, mais encore parce que ce tribunal est l'organisme juridique le plus important de l'Etat allemand, de l'ordre social régnant, instance qui peut en définitive condamner à la peine capitale. Je puis, la conscience tranquille, déclarer que, devant le tribunal et, par conséquent, aussi devant l'opinion publique, je n'ai dit que la vérité sur toutes choses. En ce qui concerne mon Parti, qui est réduit à l'illégalité, j'ai refusé d'apporter aucun témoignage quel qu'il soit. J'ai toujours parlé avec sérieux, avec ma conviction la plus profonde.

Le président. — Je ne tolérerai pas qu'ici, dans cette salle, vous vous adonniez à la propagande communiste. Vous l'avez fait tout le temps. Si vous continuez dans ce sens, je vous retirerai la parole.

Dimitrov. — Je dois protester résolument contre l'affirmation que j'ai poursuivi des fins de propagande. On peut estimer que ma défense devant le tribunal a eu une certaine action de propagande. J'admets aussi que ma conduite devant le tribunal puisse servir d'exemple à tout accusé communiste, mais ce n'était pas là le but de ma défense. Mon but consistait à réfuter l'accusation visant à faire croire que Dimitrov, Torgler, Popov et Tanev, le Parti communiste allemand et l'Internationale communiste ont un rapport quelconque avec l'incendie.

Je sais que personne en Bulgarie ne croit à notre prétendue complicité dans l'incendie du Reichstag. Je sais qu'à l'étranger, en général, il est peu probable qu'il se trouve des gens pour le croire. Mais en Allemagne les conditions sont différentes : ici on peut ajouter foi à ces étranges affirmations. C'est pourquoi j'ai voulu prouver que le Parti communiste n'a eu et n'a rien de commun avec la participation à ce crime.

Si l'on parle de propagande, bien des interventions, ici, ont revêtu ce caractère. Les discours de Goebbels et de Goering ont également exercé une propagande indirecte en faveur du communisme, mais personne ne peut les rendre responsables de ce que leurs interventions ont eu un tel effet de propagande (*mouvement et rires dans la salle*).

Non seulement la presse m'a diffamé de toutes les manières, — ce qui m'est totalement indifférent, — mais à travers moi on a qualifié le peuple bulgare de « sauvage » et de « barbare » ; on m'a qualifié d'« individu balkanique suspect », de « sauvage Bulgare », et je ne saurais passer cela sous silence.

Il est vrai que le *fascisme* bulgare est sauvage et barbare. Mais la classe ouvrière et la paysannerie de Bulgarie, les intellectuels du peuple bulgare ne sont ni des barbares ni des sauvages. Le niveau des conditions matérielles dans les Balkans est certainement moins élevé que dans les autres pays d'Europe; mais, au point de vue intellectuel et politique, il est faux de dire que nos masses populaires sont à un niveau inférieur à celui des masses des autres pays européens. Notre lutte politique, nos aspirations politiques en Bulgarie ne sont pas inférieures à celles des autres pays. Un peuple qui pendant cinq cents ans a vécu sous le joug étranger sans perdre sa langue et sa nationalité, un peuple d'ouvriers et de paysans qui a lutté et continue à lutter contre le fascisme bulgare, n'est ni barbare, ni sauvage. Les barbares et les sauvages en Bulgarie, ce sont uniquement

les fascistes.

Mais je vous le demande, monsieur le président, *dans quel pays les fascistes ne sont-ils ni des barbares, ni des sauvages ?*

Le président (*interrompant Dimitrov*). — Ne faites-vous pas allusion à la situation en Allemagne ?

Dimitrov (*avec un sourire ironique*). — Evidemment non, monsieur le Président...

A l'époque où l'empereur d'Allemagne Charles-Quint disait qu'il ne parlait l'allemand qu'à son cheval, et où les nobles allemands et les hommes instruits n'écrivaient que le latin et avaient honte de la langue maternelle, dans la « barbare » Bulgarie, Cyrille et Méthode avaient créé et diffusé l'ancienne écriture bulgare.

Le peuple bulgare a lutté de toutes ses forces et de toute sa ténacité contre le joug étranger. Aussi bien je proteste contre les attaques dont le peuple bulgare est l'objet. Je n'ai pas à rougir d'être un Bulgare, je suis fier d'être un fils de la classe ouvrière bulgare.

Avant d'en venir à la question essentielle, je dois marquer ceci : le docteur Teichert nous a reproché de nous être nous-mêmes placés dans la situation d'inculpés de l'incendie du Reichstag. A cela je dois répondre que, depuis le 9 mars, jour de notre arrestation, jusqu'au début de ce procès, il s'est écoulé bien du temps ; pendant cette période on aurait pu éclaircir tous les points éveillant des soupçons. Au cours de l'instruction, j'ai parlé à des fonctionnaires de la commission d'enquête sur l'incendie du Reichstag; ces fonctionnaires m'ont déclaré que nous, les Bulgares, ne sommes pas coupables de complicité dans ce crime. On ne devait que nous imputer d'avoir vécu avec de faux passeports, sous des noms d'emprunts, sans nous être faits enregistrer, etc.

Le président. — Ce dont vous parlez maintenant n'a pas été débattu au procès; par conséquent, vous n'avez pas le droit d'en parler ici.

Dimitrov. — Monsieur le Président, on aurait dû pendant ce temps vérifier toutes les données pour nous éviter en temps opportun cette accusation. L'acte d'accusation porte que « Dimitrov, Popov et Tanev affirment être des émigrés bulgares. Cependant, on doit tenir pour prouvé qu'ils séjournèrent en Allemagne aux fins d'action politique illégale ». Ils sont, est-il dit dans l'acte d'accusation, « envoyés par Moscou en Allemagne chargés de préparer une insurrection armée ».

A la page 83 de l'acte d'accusation, il est dit : « Bien que Dimitrov ait déclaré avoir été absent de Berlin du 25 au 28 février, cela ne change rien, cela ne le dégage pas, lui, Dimitrov, de l'accusation de participation à l'incendie du Reichstag. » Cela ressort, — est-il dit plus loin dans l'acte d'accusation, — non seulement des dépositions de Hellmer, d'autres faits témoignent également que...

Le président. — Vous ne devez pas lire ici tout l'acte d'accusation, nous le connaissons parfaitement.

Dimitrov. — Je dois dire que les trois quarts de tout ce qu'ont dit au procès le procureur et les défenseurs, est depuis longtemps connu de tout le monde et cependant ils l'ont répété ici (*mouvement et rires dans la salle*). Hellmer a témoigné que Dimitrov et Van der Lühbe se trouvaient au restaurant Bayernhof. Plus loin je lis dans l'acte d'accusation :

Si Dimitrov n'a pas été pris sur le lieu du crime, il n'en a pas moins participé à la préparation de l'incendie du Reichstag. Il s'était rendu à Munich pour se ménager un alibi. Les brochures trouvées chez Dimitrov montrent qu'il participait au mouvement communiste d'Allemagne.

Telle est la base de cette accusation hâtive, qui s'est avérée une fausse-couche.

Le président (*interrompant Dimitrov*). — Vous ne devez pas employer de ces expressions irrespectueuses en parlant de l'accusation.

Dimitrov. — Je tâcherai de trouver d'autres expressions.

Le président. — Mais pas aussi inadmissibles.

Dimitrov. — Je reviendrai aux méthodes d'accusation et à l'accusation, à un autre point de vue.

Le caractère de ce procès avait été déterminé par cette thèse que l'incendie du Reichstag est l'œuvre

du Parti communiste d'Allemagne, de l'Internationale communiste. Cet acte anticommuniste — l'incendie du Reichstag — a été attribué aux communistes, comme devant proclamer le signal de l'insurrection communiste, le signal du renversement de la Constitution allemande actuelle. A l'aide de cette thèse on a conféré à tout le procès un caractère anticommuniste. L'accusation porte :

L'accusation s'en tient au point de vue que cet attentat criminel devait servir d'appel, de signal aux ennemis de l'Etat, qui voulaient déclencher ensuite l'attaque générale contre l'Etat allemand pour l'anéantir sur l'ordre de la III^e Internationale et ériger à sa place la dictature du prolétariat, un Etat soviétique.

Messieurs les juges ! Ce n'est pas la première fois que semblable attentat est attribué aux communistes. Je ne peux citer ici tous les exemples de ce genre. Je rappelle l'attentat sur le chemin de fer ici, en Allemagne, près de Juterborg, attentat commis par un aventurier anormal, un provocateur. A ce moment, non seulement en Allemagne mais aussi dans les autres pays, on a, des semaines durant, accrédité le bruit que c'était là l'œuvre du Parti communiste allemand, que c'était un acte de terrorisme des communistes. Plus tard on apprit que cela avait été fait par le fou, l'aventurier Matuchka. Celui-ci a été arrêté et condamné.

Et voici un autre exemple, l'assassinat du président de la République française par Gorgoulov. Là aussi, on écrivit dans tous les pays qu'on y voyait la main des communistes. Gorgoulov était représenté comme un communiste, un agent soviétique. Qu'elle était la vérité ? Cet attentat s'est trouvé être organisé par les gardes blancs, et Gorgoulov s'est avéré un provocateur qui voulait obtenir la rupture des relations entre l'Union soviétique et la France.

Je rappellerai aussi la tentative de faire sauter la cathédrale de Sofia. Cet attentat n'avait pas été organisé par le Parti communiste bulgare, mais ce dernier n'en a pas moins été l'objet de poursuites. Deux mille ouvriers, paysans et intellectuels furent sauvagement assassinés par les bandes fascistes sous le prétexte que les communistes avaient fait sauter la cathédrale. Cette provocation, l'explosion à la cathédrale de Sofia, avait été organisée par la police bulgare. Déjà en 1920, le chef de la police de Sofia, Proutkine, avait organisé pendant la grève des cheminots des attentats à l'aide de bombes, comme moyen de provocation contre les ouvriers bulgares.

Le président (*interrompant Dimitrov*). — Cela n'a rien à voir avec ce procès.

Dimitrov. — Le fonctionnaire de police Heller a parlé ici de la propagande communiste des incendies, etc. Je lui ai demandé s'il ne connaissait pas des cas où des incendies, allumés par des entrepreneurs pour toucher le montant de l'assurance, avaient été ensuite imputés aux communistes. Le *Völkischer Beobachter* du 5 octobre a écrit que la police de Stettin...

Le président. — Cet article n'a pas été présenté au procès. (*Dimitrov tente de continuer.*)

Le président. — Je vous interdis d'en parler ici, du moment que ce fait n'a pas été mentionné au procès.

Dimitrov. — Toute une série d'incendies... Le président *interrompt de nouveau Dimitrov*.

Dimitrov. — On en a parlé à l'instruction, parce que toute une série d'incendies ont été imputés aux communistes. Par la suite, il s'est avéré que les propriétaires des immeubles les avaient allumés « pour donner du travail ! ». Je voudrais également traiter un instant de la question des faux documents. Il existe un grand nombre de faux qui ont été utilisés contre la classe ouvrière. Ces exemples sont nombreux. Je rappellerai par exemple la fameuse lettre de Zinoviev. Cette lettre n'avait jamais été écrite par Zinoviev. On l'avait fabriquée. Et ce faux fut utilisé par les conservateurs anglais contre la classe ouvrière. Je rappellerai une série de faux qui ont joué un rôle dans la politique allemande.

Le président. — Cela sort du cadre de ces débats.

Dimitrov. — On a affirmé ici que l'incendie du Reichstag devait servir de signal à une insurrection armée. Et on a cherché à fonder cette affirmation comme suit :

Goering a déclaré ici, au procès, que le Parti communiste allemand, au moment où Hitler a accédé au pouvoir, était obligé d'exciter l'effervescence des masses et d'entreprendre une action violente quelconque. Il a dit : « Les communistes étaient obligés de faire quelque chose — alors ou jamais ! » Il a affirmé que le Parti communiste avait depuis de longues années déjà appelé à la lutte contre le

national-socialisme et que pour le Parti communiste allemand, au moment où les nationaux-socialistes accédaient au pouvoir, il ne restait rien d'autre à faire que de déclencher l'action — maintenant ou jamais. Le procureur général a essayé ici de formuler la même thèse de façon plus claire et plus ingénieuse.

Le président. — Je ne permettrai pas que vous offensiez le procureur général.

Dimitrov. — Ce que Goering a affirmé en qualité d'accusateur suprême, le procureur général l'a développé ici. Le procureur général, le docteur Werner, a dit :

Le Parti communiste se trouvait dans cette situation qu'il devait ou céder sans livrer combat ou accepter le combat, même si les préparatifs n'avaient pas été achevés. C'était la seule chance qui restait au Parti communiste dans les conditions données. Ou bien renoncer sans coup férir à son but, ou bien se décider à un acte risqué, *jouer son va-tout*, ce qui aurait pu modifier la situation en sa faveur. L'affaire pouvait avorter, mais alors la situation n'aurait pas été plus mauvaise que si le Parti communiste avait reculé sans se battre.

La thèse, formulée ainsi et attribuée au Parti communiste, n'est pas une thèse communiste. Cette supposition montre que les ennemis du Parti communiste allemand le connaissent mal. Qui veut bien combattre son adversaire, doit bien le connaître. Interdire le Parti, dissoudre les organisations de masse, perdre la légalité, ce sont là évidemment des coups sérieux portés au mouvement révolutionnaire. *Mais cela ne signifie pas encore, il s'en faut de beaucoup, que de ce fait tout soit perdu.*

En février 1933 le Parti communiste était menacé d'interdiction. La presse communiste était interdite, l'interdiction du Parti communiste était imminente. Le Parti communiste allemand s'y attendait. On en parlait dans les tracts, dans les journaux. Le Parti communiste allemand savait bien que les Partis communistes sont interdits dans nombre de pays, mais qu'ils n'en continuent pas moins à travailler et à combattre. Les Partis communistes sont interdits en Pologne, en Bulgarie, en Italie et dans certains autres pays.

Je veux en parler, fort de l'expérience du Parti communiste bulgare. Ce dernier avait été interdit à la suite de l'insurrection de 1923, mais il continuait de travailler et, bien que cela lui ait coûté de nombreuses victimes, il est devenu plus fort qu'avant 1923. Cela tout homme doué d'esprit critique comprend l'importance de ce phénomène.

Le Parti communiste allemand même illégal peut, la situation s'y prêtant, accomplir la révolution. L'expérience du *Parti communiste russe* le prouve. Le Parti communiste russe était illégal, il subissait de sanglantes persécutions, mais la classe ouvrière, le Parti communiste en tête, a conquis le pouvoir. Les dirigeants du Parti communiste allemand ne pouvaient tenir ce raisonnement : devant l'interdiction de leur Parti tout était perdu et : l'alternative se posait : ou bien l'insurrection, ou bien la fin. La direction du Parti communiste ne pouvait avoir une idée aussi stupide. Le Parti communiste savait pertinemment que le travail illégal coûterait de lourds sacrifices et exigerait de l'abnégation et du courage, mais il savait aussi que ses forces révolutionnaires se consolideraient et qu'il serait capable de réaliser les tâches qui lui incombent. Aussi la supposition que le Parti communiste allemand ait voulu dans cette période, jouer son va-tout, doit être absolument exclue. *Par bonheur, les communistes n'ont pas la vue aussi courte que leurs adversaires, et ils ne perdent pas la tête dans les situations difficiles.*

Il convient d'ajouter à cela que le Parti communiste allemand et les autres Partis communistes sont des sections de l'Internationale communiste. Qu'est-ce que l'Internationale communiste ? Je me permettrai de citer un passage de ses statuts. Je cite ici le premier paragraphe :

L'Internationale communiste, Association internationale des travailleurs, est l'organisation des Partis communistes des différents pays en un Parti communiste unique mondial. Guide et organisateur du mouvement révolutionnaire mondial du prolétariat, champion des principes et des buts du communisme, l'Internationale communiste lutte pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière et des grandes couches de paysans pauvres, pour les principes et les buts du communisme, pour l'instauration de la dictature mondiale du prolétariat, pour la création

d'une Fédération mondiale des Républiques socialistes soviétique, pour l'abolition complète des classes et la réalisation du socialisme, première étape de la société communiste. (*Programme de l'Internationale communiste, suivi des Statuts de l'I.C.*, p. 79. (N.R.))

Dans ce parti mondial de l'Internationale communiste, comptant des millions de travailleurs, le Parti communiste de l'Union soviétique est le plus fort Parti. Il est le Parti dirigeant de l'Union soviétique, le plus grand Etat du monde. L'Internationale communiste, ce Parti communiste mondial, analyse la situation politique de concert avec la direction des Partis communistes de tous les pays.

L'Internationale communiste devant laquelle toutes les sections sont directement responsables, n'est pas une organisation de conspirateurs, mais un parti mondial. *Un tel Parti mondial ne joue pas aux soulèvements et à la révolution.* Un tel Parti mondial ne peut dire officiellement à des millions de membres *une chose*, et en même temps *faire secrètement le contraire*. Un tel Parti, mon excellent docteur Sack, ignore la comptabilité en partie double !

Docteur Sack. — Parfait, continuez votre propagande communiste !

Dimitrov. — Un tel Parti, quand il s'adresse aux millions de prolétaires, quand il prend ses décisions sur la tactique et les tâches immédiates, le fait sérieusement, avec la pleine conscience de sa responsabilité. Je citerai ici la décision de la XII^e assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Comme ces décisions ont été mentionnées au procès, j'ai le droit d'en donner lecture.

Conformément à ces décisions, la tâche essentielle du Parti communiste allemand consistait à

Mobiliser les millions de travailleurs pour la défense de leurs intérêts vitaux, contre leur pillage féroce par le capital monopoliste, contre le fascisme, contre les décrets-lois, contre le nationalisme et le chauvinisme, en luttant pour l'internationalisme prolétarien, en développant les grèves économiques et politiques, les manifestations et en amenant les masses à la grève politique générale ; gagner les masses principales de la social-démocratie, liquider résolument les faiblesses du mouvement syndical. Le principal mot d'ordre que le Parti communiste allemand doit opposer à celui de la dictature fasciste (« le troisième Reich »), de même qu'au mot d'ordre du Parti social-démocrate (« la deuxième République »), doit être : *la République ouvrière et paysanne*, c'est-à-dire de l'Allemagne socialiste, soviétique, assurant aussi la possibilité du rattachement volontaire des peuples d'Autriche et des autres régions allemandes. (*Thèses, décisions, résolutions de la XII^e assemblée plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste.* Bureau d'Editions, Paris, 1933, p. 15 (N.R.))

Travail de masse, lutte de masse, résistance de masse, front unique, point d'aventures ! Voilà les bases de la tactique communiste.

On a trouvé chez moi, un appel du Comité exécutif de l'Internationale communiste. J'estime que l'on peut également le citer. Deux points sont particulièrement importants dans cet appel. Ainsi, on y parle des démonstrations qui se déroulent dans différents pays en liaison avec les événements d'Allemagne. On y parle des tâches du Parti communiste dans sa lutte contre la terreur national-socialiste, ainsi que pour la défense des organisations et de la presse de la classe ouvrière. Il est dit, entre autres, dans cet appel :

Le principal obstacle dans la voie de la réalisation du front unique de lutte des ouvriers communistes et social-démocrates, a été et reste la politique de collaboration avec la bourgeoisie, suivie par les partis social-démocrates, qui actuellement ont amené et exposé le prolétariat international aux coups de l'ennemi de classe. Cette politique de collaboration avec la bourgeoisie, connue sous le nom de politique dite du « moindre mal », a, en fait, amené en Allemagne le triomphe de la réaction fasciste.

L'Internationale communiste et les Partis communistes de tous les pays ont plus d'une fois affirmé leur volonté de lutter en commun avec les ouvriers social-démocrates contre l'offensive du Capital, la réaction politique et la menace de guerre. Les Partis communistes ont été les organisateurs de la lutte commune des ouvriers communistes, social-démocrates

qui brisaient systématiquement le front unique des masses ouvrières. Déjà le 20 juillet de l'année dernière le Parti communiste allemand, après l'effondrement du gouvernement social-démocrate prussien Von Papen, adressait au parti social-démocrate et à la Centrale syndicale d'Allemagne, la proposition d'organiser une grève commune contre le fascisme. Mais le parti social-démocrate et la Centrale syndicale d'Allemagne, avec l'approbation de toute la II^e Internationale, qualifièrent cette proposition d'organiser la grève commune, de provocation. Le Parti communiste allemand renouvela sa proposition d'action commune au moment où Hitler accédait au pouvoir, invitant le Comité central du parti social-démocrate et la direction de la Centrale syndicale allemande à organiser en commun la résistance au fascisme. Mais cette fois encore, sa proposition fut repoussée.

Bien plus, lorsqu'en novembre de l'an dernier les travailleurs des transports berlinois se mirent unanimement en grève contre la réduction des salaires, la social-démocratie torpilla le front unique de lutte. La pratique du mouvement ouvrier international est pleine d'exemples analogues.

Cependant l'appel du Bureau de l'Internationale ouvrière socialiste du 19 février de cette année, contient la déclaration des partis social-démocrates, affiliés à cette Internationale, affirmant leur volonté d'établir le front unique avec les communistes pour la lutte contre la réaction fasciste en Allemagne. Cette déclaration est en contradiction flagrante avec tous les actes de l'Internationale socialiste et des partis social-démocrates, jusqu'à ce jour. Toute la politique et l'activité de l'Internationale socialiste jusqu'à présent donnent à l'Internationale ouvrière et aux partis communistes le droit de ne pas croire à la sincérité de la déclaration du Bureau de l'Internationale ouvrière socialiste, lequel fait cette proposition au moment où, dans toute une série de pays, en Allemagne avant tout, la classe ouvrière elle-même prend déjà l'organisation du front unique de lutte dans ses propres mains.

Néanmoins, en présence du fascisme qui attaque la classe ouvrière d'Allemagne et dénoue toutes les forces de la réaction mondiale, le Comité exécutif de l'Internationale communiste appelle tous les Partis communistes à faire encore une tentative pour établir le front unique avec les masses ouvrières social-démocrates par l'intermédiaire des partis social-démocrates. Le Comité exécutif de l'Internationale communiste fait cette tentative dans la ferme conviction que le front unique de la classe ouvrière contre la bourgeoisie repousserait l'offensive du Capital et du fascisme et accélérerait grandement la fin inévitable de toute l'exploitation capitaliste.

Etant donné les conditions particulières de chaque pays et la diversité des tâches concrètes de lutte qui se posent devant la classe ouvrière dans chacun d'eux, l'accord entre les Partis communistes et les partis social-démocrates en vue d'actions déterminées contre la bourgeoisie, peut être réalisé avec le plus de succès dans le cadre de chaque pays. Aussi le Comité exécutif de l'Internationale communiste recommande-t-il aux partis social-démocrates adhérents à l'Internationale socialiste, l'action commune contre le fascisme et l'offensive du Capital. Ces pourparlers doivent avoir pour base les conditions élémentaires de la lutte commune contre l'offensive du Capital et du fascisme. Sans un programme concret d'action contre la bourgeoisie, tout accord entre les partis serait dirigé contre les intérêts de la classe ouvrière...

Devant l'ensemble de la classe ouvrière internationale, le Comité exécutif de l'Internationale communiste formule ces propositions et appelle tous les Partis communistes, le Parti communiste d'Allemagne en premier lieu, sans attendre le résultat des pourparlers et des accords sur la lutte commune avec la social-démocratie, à procéder immédiatement à l'organisation de comités de lutte communs, tant avec les ouvriers social-démocrates qu'avec les ouvriers de toutes les autres tendances. Les communistes ont démontré par leur lutte de longues années qu'ils ont été et seront toujours aux premiers rangs de la lutte pour le front unique non en paroles mais en fait, dans les actions de classe contre la bourgeoisie.

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste est fermement convaincu que les ouvriers

social- démocrates et sans-parti, indépendamment de l'attitude que les chefs de la social-démocratie observent à l'égard de la création du front unique, surmonteront tous les obstacles et réaliseront, en commun avec les communistes, le front unique non en paroles mais en fait. Maintenant surtout que le fascisme allemand a organisé, en vue d'écraser le mouvement ouvrier d'Allemagne, une provocation inouïe (l'incendie du Reichstag, faux relatif à l'insurrection, etc.), chaque ouvrier doit comprendre son devoir de classe dans la lutte contre l'offensive du Capital et de la réaction fasciste.

Cet appel ne dit rien d'une lutte immédiate pour la prise du pouvoir. Cette tâche n'a été posée ni par le Parti communiste allemand, ni par l'Internationale communiste. Il est naturellement vrai que l'appel de l'Internationale communiste n'écarte pas la possibilité d'une insurrection armée. Le tribunal en a faussement conclu que dès l'instant où le Parti communiste se propose comme but une insurrection armée, c'est donc que cette insurrection était préparée en fait et devait immédiatement éclater. Cela est illogique, inexact, pour ne pas dire plus. Oui, bien entendu, lutter pour la dictature du prolétariat est la tâche des Partis communistes du monde entier. C'est notre principe, c'est notre but. Mais c'est là *un* programme précis, pour la réalisation duquel sont nécessaires non seulement les forces de la classe ouvrière, mais encore des autres couches de travailleurs.

Que le Parti communiste allemand ait été pour la révolution prolétarienne, tout le monde le sait. Mais ce n'est point là la question qui doit être résolue à ce procès. La question est de savoir si réellement une insurrection armée avait été fixée au 27 février pour la prise du pouvoir, en liaison avec l'incendie du Reichstag.

Qu'est-il résulté de l'instruction judiciaire, messieurs les juges ? La légende visant à faire croire que l'incendie du Reichstag était l'œuvre des communistes, s'est effondrée complètement. Je ne vais pas citer les témoignages apportés, ainsi que l'ont fait les autres défenseurs. Mais cette question peut être considérée comme entièrement élucidée pour tout homme au jugement normal. L'incendie du Reichstag ne se trouve en aucune liaison avec l'activité du Parti communiste, non seulement avec une insurrection, mais avec une démonstration, une grève ou tout autre action de ce genre. Ceci a été parfaitement prouvé par l'instruction. L'incendie du Reichstag — je ne parle pas des affirmations de malfaiteurs et d'anormaux, — n'a été compris par personne comme le signal de l'insurrection. Personne n'a remarqué, en liaison avec l'incendie du Reichstag, aucun acte, action ou tentative d'insurrection. Personne n'avait alors rien entendu à ce sujet. Tous les racontars sur ce point se rattachent à une période beaucoup plus récente. La classe ouvrière se trouvait alors en état de défensive contre l'attaque du fascisme. Le Parti communiste allemand s'efforçait d'organiser la résistance des masses, leur défensive. Mais il a été démontré que *l'incendie du Reichstag a fourni le prétexte, a été le prélude d'une campagne destructrice largement conçue contre la classe ouvrière et son avant-garde, le Parti communiste*. Il a été irréfutablement prouvé que les représentants responsables du gouvernement n'avaient même pas songé les 27 et 28 février que l'insurrection communiste était imminente.

J'ai posé à ce sujet nombre de questions aux témoins cités ici. J'ai interrogé tout d'abord Heller, le fameux Karwahne (*rire dans la salle*), Frey, le comte Heldorf, les fonctionnaires de police. Malgré les différentes variantes, tous m'ont répondu qu'ils n'avaient pas entendu dire qu'une insurrection communiste dût éclater. Cela signifie que les milieux dirigeants n'avaient pris absolument aucune mesure contre la possibilité d'une telle insurrection.

Le président. — Pourtant, le tribunal a reçu communication du chef du département occidental de la police sur ce point.

Dimitrov. — Le chef du département occidental de la police, dans sa communication, rapporte que Goering l'avait mandé auprès de lui et lui avait donné des instructions verbales sur la lutte contre les réunions communistes, grèves, démonstrations, campagne électorale, etc. Mais, même cette communication ne dit pas que des mesures avaient été prises contre l'insurrection communiste imminente. Hier, l'avocat Seifert a également parlé de cela. Il a fait cette conclusion que personne dans les milieux dirigeants ne s'attendait à une insurrection à ce moment. Seifert se référait à Goebbels, indiquant que ce dernier n'avait pas tout d'abord ajouté foi à la nouvelle de l'incendie du

Reichstag. En a-t-il été ainsi ? C'est là une autre question.

A cet égard, une preuve est également fournie par le décret-loi du gouvernement allemand, en date du 28 février 1933. Ce décret fut promulgué aussitôt après l'incendie. Lisez-le. Que dit-il ? Il y est dit que tels ou tels articles de la constitution sont supprimés, à savoir les articles concernant la liberté d'organisation, la liberté de la presse, l'inviolabilité de la personne, l'inviolabilité du domicile, etc. C'est là le fond du décret-loi, de son deuxième paragraphe. L'offensive contre la classe ouvrière...

Le président. — Pas contre les ouvriers, mais contre les communistes...

Dimitrov. — Je dois dire qu'en vertu de ce décret-loi on arrêta non seulement des communistes, mais aussi des ouvriers social-démocrates et chrétiens, on interdit leurs organisations. Je voudrais souligner que ce décret-loi était dirigé non seulement contre le Parti communiste allemand, — quoique, bien entendu, avant tout, contre ce dernier, — mais aussi contre les autres partis et groupes d'opposition. Cette loi était nécessaire pour instaurer le régime d'exception, elle est directement, organiquement, liée à l'incendie du Reichstag.

Le président. — Si vous continuez à attaquer le gouvernement allemand, je vous retirerai la parole, Dimitrov. — Dans ce procès, une question n'a pas du tout été éclaircie.

Le président. — En parlant vous devez vous adresser aux juges, et non à la salle, autrement votre discours peut être considéré comme de la propagande.

Dimitrov. — Une question n'a pas été éclaircie, ni par le ministère public, ni par la défense. Je ne m'étonne pas qu'ils n'aient pas jugé cela indispensable. Ils redoutent beaucoup cette question. C'est la question de savoir quelle était la situation politique en Allemagne en février 1933. Je dois m'arrêter sur ce point. Fin février, la situation politique était telle qu'à l'intérieur du camp du front national la lutte se livrait...

Le président. — Vous vous engagez sur un terrain, que je vous ai déjà interdit plus d'une fois.

Dimitrov. — Je tiens à rappeler la proposition que j'ai faite au tribunal, de citer des témoins tels que Schleicher, Brüning, Papen, Hugenberg, vice-président du Casque d'Acier, Duesterberg, etc.

Le président. — Mais la Cour a refusé de faire comparaître ces témoins. Aussi ne devez-vous pas vous y arrêter.

Dimitrov. — Je le sais et, de plus, j'en connais la raison.

Le président. — Il m'est désagréable de vous interrompre sans cesse pendant votre dernière intervention, mais vous devez vous conformer à mes injonctions.

Dimitrov. — Cette lutte intérieure dans le camp national se poursuivait en liaison avec la lutte menée dans les coulisses entre les dirigeants de l'économie allemande. La lutte se poursuivait entre les milieux de Thyssen et Krupp (industrie de guerre), qui ont financé des années durant le mouvement national-socialiste, et leurs concurrents qui devaient être refoulés au second plan.

Thyssen et Krupp voulaient établir dans le pays une dictature politique, une domination absolue, sous leur direction personnelle ; à cet effet, il fallait écraser le prolétariat révolutionnaire. Le Parti communiste s'efforçait, dans cette période, de créer le front unique pour rassembler toutes les forces en vue de résister aux tentatives des nationaux-socialistes pour anéantir le mouvement ouvrier. Une partie des ouvriers social-démocrates sentaient la nécessité du front unique de la classe ouvrière. Ils s'en rendaient compte. Des milliers d'ouvriers social-démocrates rejoignirent les rangs du Parti communiste allemand. Mais, en février et mars, la tâche consistant à établir le front unique ne signifiait nullement l'insurrection ni sa préparation, mais seulement la mobilisation de la classe ouvrière contre la campagne spoliatrice des capitalistes et contre la violence des nationaux-socialistes.

Le président (*interrompant Dimitrov*). — Vous avez toujours souligné que vous vous intéressez uniquement à la situation politique en Bulgarie ; or vos développements de tout à l'heure prouvent que vous avez manifesté un très grand intérêt pour les questions politiques d'Allemagne.

Dimitrov. — Monsieur le Président, vous m'adressez un reproche. A cela je ne puis que vous

répondre ceci : comme révolutionnaire bulgare je m'intéresse au mouvement révolutionnaire de tous les pays. Je m'intéresse, par exemple, aux questions politiques sud-américaines, et je les connais peut-être aussi bien que les questions allemandes, bien que n'ayant jamais été en Amérique. Au reste, cela ne veut point dire que si en Amérique du Sud, le siège de quelque Parlement vient à brûler, ce sera de ma faute. Je m'intéresse à la politique allemande, mais je ne me mêle pas des affaires politiques de l'Allemagne.

Au cours de ces débats, j'ai appris bien des choses et, grâce à mon sens politique, j'ai vu clair dans bien des détails. La situation politique de cette période comportait deux facteurs essentiels : le premier, c'est l'effort des nationaux-socialistes pour accéder au pouvoir ; le deuxième — à l'opposé du premier — c'est l'activité du Parti communiste visant à créer le front unique des ouvriers contre le fascisme. A mon avis, cela s'est révélé également pendant ces débats.

Les nationaux-socialistes avaient besoin d'une manœuvre de diversion, pour détourner l'attention des difficultés qui existaient à l'intérieur du camp national et briser le front unique des ouvriers. Le « gouvernement national » avait besoin d'un prétexte valable pour lancer son décret-loi du 28 février qui supprimait la liberté de la presse, l'inviolabilité de la personne, et inaugurait un système de répression policière, de camps de concentration et autres mesures de lutte contre les communistes.

Le président (*interrompant Dimitrov*). — Vous voilà arrivé à l'extrême limite, vous faites des allusions !

Dimitrov. — Je veux simplement éclairer la situation politique en Allemagne à la veille de l'incendie du Reichstag, comme je la comprends.

Le président. — Il n'y a pas place ici pour des allusions à l'adresse du gouvernement et pour des affirmations depuis longtemps réfutées.

Dimitrov. — La classe ouvrière devait se défendre de toutes ses forces, et c'est pour cela que le Parti communiste a tenté d'organiser le front unique, en dépit de la résistance de Wels et de Breitscheid, qui maintenant, à l'étranger, poussent des clameurs hystériques.

Le président. — Vous devez passer à votre défense, si vous le voulez; autrement vous n'aurez pas assez de temps pour le faire.

Dimitrov. — J'ai déjà déclaré que sur un point je suis d'accord avec l'acte d'accusation. Maintenant, il faut confirmer cet accord. C'est en ce qui concerne la question de savoir si Van der Lübbe a organisé l'incendie *seul* ou s'il avait des complices. Le représentant de l'accusation Parisius a déclaré ici que, de la réponse à la question de savoir si Van der Lübbe avait ou non des complices, dépendait le sort des accusés. Je réponds à cela : non, mille fois non : cette conclusion du procureur est illogique. *J'estime que Van der Lübbe n'a réellement pas été seul à incendier le Reichstag.* L'expertise et les données ressortant de ces débats m'amènent à conclure que l'incendie dans la salle des séances du Reichstag était d'un autre genre que celui allumé dans le restaurant du rez-de-chaussée, etc. Le feu a été mis à la salle des séances par d'autres gens et par un autre procédé. L'incendie allumé par Van der Lübbe et l'incendie dans la salle des séances coïncident seulement *pour le temps*; pour le reste ils sont *foncièrement différents*. Le plus probable, c'est que Van der Lübbe a été l'instrument inconscient de ces gens, instrument dont on a abusé. Il ne dit pas toute la vérité ici. Maintenant encore il persiste dans son mutisme. Bien qu'il ait eu des complices, ce fait ne décide pas du sort des autres accusés. Van der Lübbe n'a pas été seul, c'est vrai, mais ceux qui étaient avec lui n'étaient ni Torgler, ni Popov, ni Tanev, ni Dimitrov.

N'est-il pas probable que, le 26 février, Van der Lübbe a rencontré à Hoenigsdorf une personne à qui il a communiqué ses tentatives de mettre le feu à l'Hôtel de ville et au palais ? Que cet homme lui a dit que tous ces incendies ne sont que des jeux d'enfants, qu'une affaire sérieuse, ce serait l'incendie du Reichstag pendant les élections ? Et n'est-il pas probable que c'est ainsi que de l'union secrète entre la démence politique et la provocation politique a surgi l'incendie du Reichstag ? L'allié du côté de la démence politique est au banc des prévenus. Quant aux alliés du côté de la provocation politique, ils sont en liberté. Tandis que le naïf Van der Lübbe faisait ses tentatives malhabiles pour mettre le feu au restaurant, dans le corridor et au rez-de-chaussée, des inconnus se

servant de ce liquide inflammable secret dont a parlé le docteur Schatz, ne perpétraient-ils pas l'incendie de la salle des séances ? (*Van der Lübbe se met à rire. Tout son corps est secoué d'un rire silencieux. L'attention de toute la salle, des juges et des prévenus se porte à ce moment sur Lübbe.*)

Dimitrov (*montrant Lübbe*). — Les complices inconnus ont veillé à tous les préparatifs de l'incendie. Ce Méphistophélès a su disparaître sans laisser de traces. Et voilà qu'ici se trouve l'instrument stupide, le pitoyable Faust, tandis que Méphistophélès a disparu. Le plus probable, c'est qu'un pont a été jeté à Hoenigsdorf entre Van der Lübbe et les représentants de la provocation politique, les agents des ennemis de la classe ouvrière.

Le procureur général Werner a déclaré ici que Van der Lübbe était un communiste ; il a dit ensuite que si même il n'était pas communiste, il a accompli son œuvre dans l'intérêt du Parti communiste et en liaison avec ce dernier. C'est là une affirmation fausse.

Qui est Van der Lübbe ? Un communiste ? Pas du tout ! Un anarchiste ? Non. C'est un ouvrier déclassé, c'est une épave rebelle de la société, une créature dont on a abusé, qu'on a utilisée contre la classe ouvrière. Non il n'est pas communiste. Il n'est pas anarchiste. Pas un seul communiste au monde, pas un seul anarchiste ne se comporterait devant le tribunal comme le fait Van der Lübbe. Les anarchistes commettent souvent des actes insensés, mais toujours devant les juges, ils revendiquent leurs responsabilités et expliquent leurs buts. Si un communiste avait fait quelque chose d'analogue, il ne se tairait pas devant le tribunal, alors que quatre innocents sont au banc des accusés à ses côtés. Non, Van der Lübbe n'est pas un communiste, ni un anarchiste, il est l'instrument dont a abusé le fascisme.

Avec cet homme, avec ce misérable instrument dont on a abusé, que l'on a utilisé au préjudice du communisme, il ne peut y avoir rien de commun, il ne peut y avoir aucune relation entre lui et le président de la fraction communiste du Reichstag, entre lui et les communistes bulgares.

Je dois rappeler ici que le 28 février au matin, Goering a publié un communiqué sur l'incendie. Ce communiqué annonçait que Torgler et Koenen s'étaient enfuis des locaux du Reichstag à 10 heures du soir. Cette nouvelle fut radiodiffusée dans tout le pays. Le communiqué disait que l'incendie avait été allumé par les communistes. Toutefois, on n'a pas fait d'enquête sur les agissements de Van der Lübbe à Hoenigsdorf. L'homme qui passa la nuit avec Van der Lübbe au poste de police, n'a pas été retrouvé...

Le président (*interrompant Dimitrov*). — Quand avez-vous l'intention de finir vos discours ?

Dimitrov. — Je veux parler encore une demi-heure. Je dois exposer ma façon de voir sur cette question...

Le président. — On ne peut tout de même pas parler sans fin.

Dimitrov. — Pendant les trois mois que dura le procès, monsieur le Président, vous m'avez, un nombre incalculable de fois, contraint au silence, en me promettant qu'à la fin du procès je pourrais parler en détail pour me défendre. Cette fin du procès est arrivée. Mais contrairement à votre promesse vous limitez de nouveau mon droit de parole. La question de ce qui s'est passé à Hoenigsdorf est extrêmement importante. Waschinski, qui avait passé la nuit avec Van der Lübbe, n'a pas été retrouvé. Ma proposition de le découvrir a été reconnue inutile. L'affirmation que Van der Lübbe s'est trouvé à Hoenigsdorf avec des communistes est un mensonge monté par le témoin national-socialiste, le coiffeur Grave. Si Van der Lübbe avait été à Hoenigsdorf avec des communistes, la chose aurait été depuis longtemps élucidée, monsieur le Président. Mais personne ne s'est préoccupé de découvrir Waschinski.

Le jeune homme, qui s'était présenté au commissariat de la porte de Brandebourg pour apporter la première nouvelle de l'incendie du Reichstag, n'a pas été recherché ; il reste jusqu'à présent inconnu. L'instruction a sur une fausse voie. Le docteur Albrecht, député national-socialiste, qui avait quitté le Reichstag immédiatement après l'incendie, n'a pas été interrogé. On n'a pas cherché les incendiaires là où ils étaient, mais là où ils n'étaient pas. On les recherchait dans les rangs du Parti communiste, et on avait tort. Cela a permis aux vrais incendiaires de disparaître. On a donc décidé : du moment qu'on n'a pas pris et qu'on n'a pas osé prendre les vrais auteurs de l'incendie, il

faut en prendre d'autres, des « ersatz-incendiaires » pour ainsi dire, du Reichstag...

Le président. — Je vous interdis de dire cela, et je vous donne encore dix minutes.

Dimitrov. — J'ai le droit d'apporter et de motiver des propositions concernant le verdict. Le procureur général a traité toutes les dépositions des communistes comme indignes de foi. Je n'adopterai pas une position contraire. Je n'affirmerai pas, par exemple, que tous les témoins nationaux-socialistes sont des menteurs. Je pense que parmi les millions de nationaux-socialistes il se trouve aussi d'honnêtes gens...

Le président. — Je vous interdis de pareilles remarques malveillantes.

Dimitrov. — N'est-il pas significatif que tous les principaux témoins à charge sont des députés nationaux-socialistes, des journalistes et des partisans du national-socialisme ? Le député national-socialiste Karwahne n'a-t-il pas dit avoir vu Torgler en compagnie de Van der Lübbe au Reichstag ? Le député national-socialiste Frey a déclaré avoir vu Popov avec Torgler au Reichstag. Le garçon de restaurant national-socialiste Hellmer a témoigné qu'il avait vu Van der Lübbe avec Dimitrov. Le journaliste national-socialiste Weberstedt aurait vu Tanev avec Van der Lübbe. Est-ce un effet du hasard ? Le docteur Dröscher, qui est intervenu ici en qualité de témoin, et qui est en même temps collaborateur au *Völkischer Beobachter*, Zimmermann...

Le président (*interrompant Dimitrov*). — Cela n'est pas démontré.

Dimitrov. — ... a affirmé que Dimitrov est l'organisateur de l'explosion à la cathédrale de Sofia, ce qui a été démenti, et qu'il m'aurait vu avec Torgler au Reichstag. Je déclare, avec une certitude à cent pour cent, que Dröscher et Zimmermann, ce n'est qu'une et même personne...

Le président. — Je le nie, cela n'est pas prouvé.

Dimitrov. — Le fonctionnaire de police Heller a cité ici un poème communiste pris dans un livre édité en 1925, pour démontrer que les communistes ont mis le feu au Reichstag en 1933.

Je me permettrai également de citer des vers du plus grand poète d'Allemagne, Goethe :

Apprends à être plus intelligent.
L'aiguille de la grande balance
Du bonheur reste rarement en repos ;
Tu dois ou t'élever
Ou descendre ;
Tu dois dominer et gagner,
Ou bien servir et perdre.
Souffrir ou triompher,
Etre l'enclume ou le marteau.

Oui, quiconque ne veut pas être l'enclume, doit être le marteau ! Cette vérité, la classe ouvrière allemande dans son ensemble, ne l'a comprise ni en 1918, ni en 1923, ni le 20 juillet 1932, ni en janvier 1933. La faute en est aux chefs social-démocrates, aux Wels, Severing, Braun, Leipart, Grasseman. Aujourd'hui, bien entendu, les ouvriers allemands pourront la comprendre !

On a beaucoup parlé ici du droit allemand et de la légalité, et je tiens à dire mon opinion à ce sujet également. Le jugement d'un tribunal se ressent toujours, incontestablement, des combinaisons politiques du moment actuel et des tendances politiques dominantes.

Le ministre de la justice Kerl est sans aucun doute pour le tribunal, une autorité compétente. Il a exprimé son opinion dans une interview publiée dans la presse.

La prévention du droit libéral formel, déclare-t-il, consiste à affirmer que la justice doit avoir le culte de l'objectivité. Maintenant nous en sommes arrivés à la source d'éloignement entre le peuple et la justice et la faute de cet éloignement retombe toujours en fin de compte sur la justice. Qu'est-ce que l'objectivité au moment où le peuple lutte pour son existence ? Le soldat combattant, l'armée combattante connaissent-ils l'objectivité ? Le soldat et l'armée ne savent qu'une chose, ne savent qu'une considération, ne connaissent qu'une seule question : Comment dois-je sauver la liberté et l'honneur ? Comment sauver la nation ?

Ainsi, il va de soi que la justice d'un peuple qui combat dans une lutte à mort, ne peut avoir le culte d'une objectivité morte. Les dispositions du tribunal, du ministère public, des avocats doivent être dictées exclusivement par cette seule considération, à savoir : qu'est-ce qui importe pour la vie de la nation ? Qu'est-ce qui sauvera le peuple ?

Ce n'est pas l'objectivité invertébrée qui signifie le marasme et, par là même, la pétrification, l'éloignement vis-à-vis du peuple, non, tous les actes, toutes les mesures prises par la collectivité dans son ensemble et par chaque individu doivent être subordonnés aux besoins immédiats du peuple, de la nation.

Ainsi, le droit est une notion relative...

Le président. — Cela n'a pas de rapport avec le sujet. Vous devez faire vos propositions.

Dimitrov. — Le procureur général a proposé d'acquitter les prévenus bulgares, à défaut de preuves de culpabilité.

Le procureur général a proposé d'acquitter les Bulgares accusés, faute de preuves. Mais cela ne saurait nullement me satisfaire. La question est loin d'être aussi simple.

Cela n'écarterait pas complètement les soupçons. Au cours du procès, il a été démontré péremptoirement que nous n'avons rien de commun avec l'incendie du Reichstag et que, par conséquent, il n'y avait pas la moindre base pour justifier des soupçons contre nous. Nous, Bulgares, aussi bien que Torgler, devons être acquittés, non pas faute de preuves, mais parce que nous, communistes, n'avons rien et ne pouvions rien avoir de commun avec un acte anticommuniste.

Je propose donc de rendre le jugement que voici :

1. La Cour suprême reconnaît notre innocence dans l'affaire, et l'accusation injustifiée ; ceci est vrai pour nous : — pour moi, Torgler, Popov, Tanev.

2. Déclare que Van der Lùbbe a été instrument utilisé au détriment et au préjudice de la classe ouvrière.

3. Qu'il convient de mettre en jugement les personnes coupables d'avoir porté de fausses accusations contre nous.

4. Et de nous dédommager aux dépens de ces coupables pour le temps perdu, la santé compromise et les souffrances endurées.

Le président. — Ce que vous nommez vos propositions, le tribunal les aura en vue au cours de la délibération sur le verdict à prendre.

Dimitrov. — Le temps viendra où ces comptes seront réglés avec intérêts. La pleine lumière sur la question de l'incendie du Reichstag et les véritables incendiaires c'est, évidemment, le tribunal du peuple de la future dictature du prolétariat qui s'en chargera.

Au XVII^e siècle, le fondateur de la physique scientifique Galileo Galilée, a comparu devant le sévère tribunal de l'Inquisition qui devait le condamner, comme hérétique, à la mort, il s'est écrié avec une profonde conviction et résolution :

« Et pourtant la terre tourne ! » Et ce principe scientifique est devenu plus tard le patrimoine de toute l'humanité.

(Le président interrompt brutalement Dimitrov, se lève, rassemble ses papiers, et s'apprête à sortir.)

Dimitrov (continuant) : Nous, communistes, pouvons aujourd'hui, proclamer avec non moins de résolution que le vieux Galilée :

« Et pourtant elle tourne ! » La roue de l'histoire tourne, avance, vers une Europe soviétique, vers l'Union mondiale des Républiques soviétiques. Et cette roue, poussée par le prolétariat sous la direction de l'Internationale communiste, on ne parviendra à l'arrêter ni par des mesures d'extermination, ni par des condamnations aux travaux forcés, ni par des exécutions. Elle tourne et continuera à tourner jusqu'à la victoire définitive du communisme !

(Les policiers empoignent Dimitrov et le forcent à se rasseoir sur le banc des accusés. Le président

et le tribunal s'éloignent pour délibérer sur la question de savoir si Dimitrov peut continuer son discours. Après délibération, la Cour revient et annonce que la parole est définitivement retirée à Dimitrov.)

Ce que nous devons dire avant tout

(Extrait de l'interview donnée par Dimitrov à la presse soviétique et étrangère dès son arrivée à Moscou, le 27 février 1934.)

Ce que nous devons dire d'abord, c'est la reconnaissance sans bornes que nous éprouvons pour le prolétariat international, pour les couches les plus larges de travailleurs de tous les pays, pour les intellectuels loyaux qui ont lutté en faveur de notre libération. Et nos chaleureux remerciements, avant tout, aux ouvriers et aux kolkhoziens du pays soviétique, de notre pays.

Je peux m'exprimer avec une entière conviction : sans cette admirable mobilisation de l'opinion publique pour notre défense, nous ne serions certainement pas ici, à vous parler. Et le fascisme allemand n'aurait pas renoncé à nous anéantir moralement et physiquement.

La grande campagne qui fut menée dans le monde entier pour notre libération, mes camarades et moi, nous ne l'avons malheureusement connue que très tardivement. Ce n'est que maintenant, quelques heures après notre arrivée, en causant avec nos camarades, que nous apprenons tout ce qui, pendant cette époque, s'est passé autour de nous. Je suis fermement convaincu que cette campagne n'a pas sauvé que nous, les trois Bulgares et Torgler, mais que nous lui sommes aussi redevables de ce que la provocation du fascisme allemand, qui visait à l'extermination de milliers de prolétaires, a été condamnée. Cette campagne fait perdre au fascisme la possibilité de monter une nouvelle provocation qui aurait pour but de détruire les cadres dirigeants du prolétariat révolutionnaire d'Allemagne.

En bref, le procès fut une provocation, comme le fut aussi l'incendie du Reichstag. Le procès était destiné à couvrir les incendiaires. On voulait rejeter sur d'autres son propre crime. Cependant, conformément aux lois de la dialectique, aux lois de la lutte de classe du prolétariat, le procès a tourné en son propre contraire.

Ce procès anticommuniste est devenu une grandiose démonstration antifasciste, un piteux fiasco du fascisme. L'incendie devait persuader le peuple allemand que les communistes sont des incendiaires ; le procès l'a persuadé que c'est là une légende.

Entre-temps, une année a passé et, bien que l'Allemagne, qui n'est qu'une grande prison, soit isolée du reste du monde, il n'y a plus personne là-bas qui croie que l'incendie du Reichstag ait été allumé par les communistes. Même parmi les simples membres du Parti national-socialiste, il s'en trouve beaucoup qui sont convaincus que cet incendie est l'œuvre des chefs fascistes.

Nous avons quitté l'Allemagne, le cœur plein de haine contre le fascisme allemand, mais aussi plein d'amour, de chaleureuse sympathie pour les travailleurs et les communistes allemands. Par suite de l'isolement rigoureux où nous étions tenus, nous ne pouvions savoir exactement ce qu'ils ont à souffrir et comment ils luttent. Mais jusqu'à la comparution devant le tribunal et devant le tribunal lui-même, nous sentions que le puissant Parti communiste allemand reste inébranlablement à son poste.

L'attitude, devant le tribunal, des témoins ouvriers que l'on avait tirés des camps de concentration, exprimait la fidélité et le dévouement à leur Parti.

Le combat qui a été mené pour notre libération doit être continué pour la délivrance des milliers de prolétaires emprisonnés dans les casemates du fascisme.

Ce que je vais faire ici ? C'est tout à fait clair... Je suis un soldat de la révolution prolétarienne, un soldat de l'Internationale communiste. C'est dans cet esprit que j'ai comparu devant le tribunal. Je ferai ici mon devoir de soldat de la révolution prolétarienne et je l'accomplirai jusqu'à mon dernier souffle.

Les premiers enseignements

(Extrait de l'entretien de Dimitrov avec les correspondants de la presse communiste de l'étranger, fin

avril 1934. Les questions des correspondants sont indiquées en italique.)

—Une pareille campagne, née d'une cause internationale, est presque sans précédent : quelle en est, selon vous, l'explication ?

—Cette solidarité démontre, je le pense, qu'on ne s'est pas seulement intéressé à la personne des accusés. Cet intérêt considérable qu'ont manifesté les ouvriers, et aussi d'autres couches sociales, exprimait leur satisfaction devant notre combat contre le fascisme allemand et la volonté d'y prendre une part active.

—Je crois que votre attitude héroïque y est pour beaucoup.

—Il est vrai que, devant le tribunal, j'ai été jusqu'au bout ; dans ma lutte, mordant, conséquent et sans égards. Vous parlez de courage, d'attitude héroïque devant le tribunal. N'avoir pas peur de la mort, voyez-vous, ce n'est pas de l'héroïsme personnel : c'est, au fond, le propre du communisme, du prolétariat révolutionnaire, des bolcheviks. La classe bourgeoise n'est plus en état de susciter dans ses rangs un véritable courage, un véritable héroïsme. C'est une classe qui sombre et qui n'a plus aucune perspective.

—Vous savez probablement que, dans tous les pays, un grand nombre de travailleurs social-démocrates ont été enthousiasmés par votre attitude ?

—Oui, ils ont beaucoup contribué à notre libération. Ces ouvriers social-démocrates devraient maintenant se poser une question : pourquoi la social-démocratie n'a-t-elle pas de chefs héroïques ? Comment cela se fait-il ? Il n'y a qu'une explication : la social-démocratie est à la remorque de la bourgeoisie ; par sa théorie et sa pratique, elle est un instrument de la dictature bourgeoise. C'est pourquoi, justement, comme la bourgeoisie même, elle ne peut compter aucun chef vraiment courageux et héroïque.

—Quelles conclusions doit-on, à votre avis, en tirer ?

—Une des plus importantes, c'est que les ouvriers social-démocrates ne peuvent mener avec succès le combat contre la bourgeoisie qu'en communauté d'action avec les ouvriers communistes. Jusqu'ici, beaucoup de travailleurs social-démocrates en sont restés à la sympathie à notre égard. Mais la sympathie n'est pas suffisante. Elle doit se transformer en une lutte active contre la bourgeoisie et le fascisme, une lutte résolue, unifiée, que les ouvriers socialistes, chrétiens et sans parti mèneront coude à coude avec les ouvriers communistes.

Mais, dites une chose aux ouvriers de chez vous : combattre le fascisme, cela signifie, en même temps et avant tout, le combattre dans son propre pays. Il est indiscutable que chaque pays possède ses propres Hitler, Gøring ou Gøebbels en puissance. Il ne suffit pas de rassembler des forces et d'attendre qu'il soit trop tard pour engager l'attaque. Même en Hollande, on doit dès maintenant mener la lutte.

Contre tous les aspects du fascisme, il faut batailler tous les jours, à chaque heure. Dans les entreprises, dans la rue, chez les chômeurs, dans les réunions, partout, il faut barrer la voie au fascisme.

Tous les travailleurs doivent veiller à ce que ne soit donnée au fascisme aucune possibilité de croître ou d'acquérir une influence auprès des ouvriers et des paysans. Pas à pas, coup pour coup, il faut gagner sur le fascisme.

—Vous êtes donc persuadé qu'on pourra éviter l'avènement de la dictature fasciste ?

—Oui, tout à fait certain ! Si les ouvriers social-démocrates d'Allemagne étaient, pas à pas, allés de l'avant, en temps utile, avec les ouvriers communistes, contre le fascisme, s'ils n'avaient pas suivi aussi aveuglément leurs chefs, nous n'aurions certainement pas de dictature fasciste aujourd'hui. L'exemple allemand est riche d'enseignement pour les ouvriers de tous les pays. Cet enseignement,

il faut, dès à présent, en tirer profit.

—Nous le dirons. Mais que peut-on faire directement pour les antifascistes d'Allemagne ?

—Des centaines et des milliers, parmi les meilleurs ouvriers, parmi les meilleurs combattants du prolétariat allemand sont, dans les prisons et les camps de concentration, en un danger de mort permanent. Il en est ainsi, avant tout, du chef de la classe ouvrière révolutionnaire d'Allemagne, Ernst Thaelmann. Je ne me fatiguerai pas de répéter qu'arracher Ernst Thaelmann, chef de la classe ouvrière allemande, des mains des bourreaux fascistes est une question d'honneur pour le prolétariat de tous les pays ; on doit s'y mettre, on doit y tendre de toutes ses forces.

—Savez-vous quelque chose de précis sur l'état de Thaelmann ?

—Je l'ai vu trois fois pendant ma détention ; deux fois, il ne put me voir ; mais, la troisième fois, en octobre, lors de l'épisode berlinois du procès, il m'a également aperçu. Du corridor, je l'ai vu dans sa cellule. Je l'ai salué et il m'a répondu. Il était très courageux, malgré la rigueur de sa détention. Les dernières nouvelles sur la façon dont il est traité, sont très inquiétantes.

—Que lui arrivera-t-il, d'après vous ?

—En tout cas, on va tenter de l'anéantir physiquement et moralement. Il ne faut pas perdre de vue que la libération de Thaelmann et des autres camarades allemands sera beaucoup plus difficile que la nôtre.

La signification du procès de Leipzig

(Extrait d'un article de la Pravda, du 4 mars 1934 : « Une victoire de la solidarité prolétarienne ».)

L'incendie du Reichstag devait marquer et marqua effectivement l'origine d'une campagne terroriste du fascisme allemand contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La provocation du 27 février 1933 visait à être le signal de l'« anéantissement » du marxisme, en entendant par là le mouvement révolutionnaire du prolétariat allemand. Les arlequins fascistes voulaient mettre en ligne toutes les forces hostiles au mouvement révolutionnaire et à l'Union soviétique ; ils comptaient faire apparaître à l'Europe capitaliste le « rôle historique » du fascisme allemand, son rôle de gendarme en face de la révolution prolétarienne.

En d'autres termes, « le fascisme allemand de sang purement aryen » a repris à son compte, à l'époque de la révolution prolétarienne, ce que l'absolutisme tsariste considérait comme sa « mission historique » au temps de la révolution bourgeoise-démocratique : être le bastion de la réaction européenne et le bourreau du mouvement révolutionnaire.

L'incendie du Reichstag, provocation imaginée par les fascistes, — nous y reviendrons plus à fond — servit de prélude à d'innombrables actes de bestialité, aux jours sanglants de mars 1933, qui soulevèrent toute l'humanité travailleuse contre la dictature fasciste.

Le procès de Leipzig — le plus grand procès de l'histoire politique contemporaine — a été monté intentionnellement comme une provocation, par les chefs fascistes, pour apporter au monde entier la preuve qu'à la fin du mois de février 1933, ces bourreaux avaient sauvé l'Europe du bolchévisme.

A Leipzig, le fascisme allemand comptait établir universellement son rôle de sauveur. L'acte d'accusation, tenu sévèrement secret avant et pendant les débats, qui ont duré trois mois, montre clairement que le procès n'était pas seulement dirigé contre le communisme allemand, mais surtout contre l'Internationale communiste et l'Union soviétique.

Au commencement du procès, la presse fasciste allemande ne jugea pas indispensable d'en faire mystère. L'acte d'accusation mentionne ouvertement que mes camarades et moi avons été coupables d'être « les plénipotentiaires du Parti communiste russe de Moscou » et d'avoir eu pour mission d'organiser en Allemagne, par l'incendie du Reichstag, un soulèvement armé ayant pour but la soviétisation de l'Europe entière. En plein accord avec le désir des fascistes, les faux témoins de l'instruction préparatoire, stylés par l'accusation, ont déclaré « qu'après ce geste, l'incendie du Reichstag, des actions analogues se produiraient à Varsovie, à Vienne et à Prague, afin d'étendre l'embrasement à l'Europe entière ».

Quelles tâches concrètes le fascisme allemand se proposait-il en montant le procès de Leipzig ?

En premier lieu : Réhabiliter, aux yeux de l'Allemagne et de l'étranger, les incendiaires et les bourreaux fascistes ; dissimuler l'identité des vrais coupables en rejetant la responsabilité sur les communistes.

En second lieu : Justifier la terreur sauvage et les monstrueuses persécutions contre le prolétariat révolutionnaire; légitimer devant l'opinion publique la destruction barbare d'énormes valeurs culturelles, la croisade contre la science, l'anéantissement sans pitié du libéralisme bourgeois de gauche, les pogroms de masse, les meurtres, etc.

En troisième lieu : Alimenter une nouvelle campagne anticommuniste. Le procès devait servir de fondement à un nouveau procès monstre contre le Parti communiste allemand.

En quatrième lieu : Le procès devait apporter la preuve que le gouvernement fasciste combattait « victorieusement » le communisme mondial et avait sauvé à temps l'Europe capitaliste du danger communiste. Les têtes des quatre accusés devaient être la monnaie d'appoint que les fascistes emploieraient dans leurs prochains marchandages avec les pays capitalistes ; ceux-ci, en contrepartie des « mérites historiques » de Hitler, lui accorderaient des concessions sur la question de l'égalité des armements, etc.

Les fascistes allemands attribuaient à ce procès une signification extraordinaire pour leur politique

extérieure.

La préparation du procès a été poussée d'une façon particulièrement étendue. Les fascistes y ont introduit tout ce qu'ils avaient sous la main. Ils ont mobilisé tout l'appareil de la police et de la justice, l'appareil dirigeant du parti nazi, l'appareil colossal du ministère de la Propagande, avec ses lointaines ramifications. Et tout cela devait servir, non seulement à fabriquer l'acte d'accusation, mais, avant tout, à susciter, coûte que coûte, des témoins « appropriés ».

Six mois environ se passèrent à cette recherche de témoins, exaspérée, désespérée.

Il importait considérablement aux fascistes de trouver les témoins nécessaires parmi les ouvriers, parmi les communistes et surtout parmi les dirigeants du mouvement communiste. Selon les plans des incendiaires fascistes, ces témoins auraient attesté que le Parti communiste et l'Association des anciens combattants rouges auraient préparé un mouvement armé pour février-mars 1933 ; que des directives avaient été données dans ce sens et que l'incendie devait être le signal de la révolte.

Pour trouver de tels témoins, les fascistes ne reculèrent devant rien. Des milliers et des milliers de communistes et d'ouvriers révolutionnaires furent soumis, dans les prisons et les camps de concentration, à des tortures morales et physiques indescriptibles, afin qu'ils consentissent à être des témoins dociles, prêts à confirmer tout ce qu'exigeraient d'eux les thèses de l'acte d'accusation provocateur.

Pourtant les fascistes subirent un complet échec. Malgré tous leurs efforts, seuls des députés nationaux-socialistes, des journalistes fascistes, des criminels de droit commun, des faux monnayeurs, des voleurs récidivistes, des psychopathes et des morphinomanes acceptèrent de déposer comme témoins à charge.

Les fascistes ne réussirent même pas à trouver un seul des témoins souhaités dans les milieux ouvriers, parmi les membres actifs du mouvement prolétarien ou parmi les fonctionnaires responsables du Parti communiste.

Et ce fut là le talon d'Achille de l'accusation. D'autre part, ce fait a démontré lumineusement au monde entier la fermeté, la fidélité et le dévouement illimité des ouvriers allemands à la cause de la révolution prolétarienne, à la cause du communisme et de son Internationale.

Au procès de Leipzig, le fascisme allemand entra en scène pour la première fois en qualité de gendarme européen contre le communisme. Ce début s'est terminé en catastrophe pour les fascistes. En en transposant les termes, on peut citer le célèbre proverbe bulgare : le fascisme allemand fit son entrée à Leipzig tel un lion splendide, mais il dut filer sous les huées.

Le procès fut une pierre de touche pour le Parti communiste et le prolétariat révolutionnaire, dont les fils les meilleurs languissent dans les camps de concentration ou d'autres cachots fascistes.

Et ce fut une brillante démonstration de sa fidélité à son drapeau, de son dévouement sans réserve à la tâche révolutionnaire et à la discipline prolétarienne.

Ainsi les fascistes ne sont pas parvenus à dénicher, parmi les ouvriers, un seul témoin selon leurs vœux; les ouvriers cités, malgré toutes les menaces et tous les supplices, firent preuve, devant les juges, d'un courage digne du prolétariat ; et cela suffit à montrer que, sur les perspectives de révolution prolétarienne postérieures à l'avènement du fascisme, les pessimistes pusillanimes, opportunistes d'Allemagne et d'ailleurs, se sont lamentablement trompés.

La défaite du fascisme à Leipzig et notre délivrance constituent une puissante victoire de l'Internationale communiste. Cependant la lutte continue et il faut la porter à un niveau plus élevé. L'opinion publique antifasciste ne doit pas s'endormir après cette victoire. La lutte pour la libération de Thaelmann, chef des ouvriers révolutionnaires allemands, la lutte pour la libération de milliers d'autres prisonniers du fascisme, c'est là une question d'honneur pour le mouvement antifasciste international.



jcml.nationale@yahoo.fr